

Le pouvoir aux travailleurs

29 MAI 2011

N° 172

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL:</u>	
- POUR DEFENDRE LEURS INTERETS, LES TRAVAILLEURS NE DOIVENT COMPTER QUE SUR LEUR PROPRE FORCE !.....	2 - 3
- KOUMASSI : GARE A LA DESILLUSION !.....	4
- LES POPULATIONS DE CERTAINES ETHNIES SUBISSENT LES EXACTIONS DES FRCI.....	4 - 5
- FRCI : FORCE DE RACKET !.....	5
- EPIDEMIE DE BERIBERI A ABOBO : MALADIE DE LA PAUVRETE.....	5 - 6
- SITUATION A FILTISAC.....	7 - 8
- FILTISAC: REPRISE TIMIDE, PLUSIEURS TRAVAILLEURS ENCORE SUR LE CARREAU.....	8
- SOTACI : LE SALAIRE D'AVRIL DOIT ETRE INTEGRALEMENT PAYE !.....	8 - 9
- ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : SITUATION SECURITAIRE PRECAIRE POUR LES TRAVAILLEURS.....	9 - 10
- ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : LE CALVAIRE DES TRAVAILLEURS DES ENTREPRISES PIILLEES.....	10
- SATOCI-CIREPCI : LA DIRECTION A FAIT DES CONCESSIONS, MAIS PAS SUFFISANTES...	11
- DARLING : CALCUL INTERRESSE DU PATRON.....	11
- UNIWOOD A PAYE LE SALAIRE DU MOIS D'AVRIL : RIEN DE PLUS NORMALE.....	12

**POUR DEFENDRE LEURS INTERETS, LES TRAVAILLEURS
NE DOIVENT COMPTER QUE SUR LEUR PROPRE FORCE !**

Dans les zones industrielles, comme à Yopougon, de nombreux travailleurs ont repris le chemin des usines. Après tous ces jours sans travail et surtout sans revenu, les difficultés sont aujourd'hui là. Comment se rendre au travail lorsqu'on n'a pas de quoi régler le prix du transport qui comme tous les autres prix a flambé? Comment fournir un effort sans rien dans le ventre! Les problèmes de cet ordre sont nombreux et ne pourraient être énumérés ici. Devant cette situation, beaucoup de travailleurs ont entrepris des démarches auprès des patrons pour leur signifier que les jours non travaillés ne leur sont pas imputables. Il est inadmissible que les patrons ne paient pas l'intégralité des salaires.

Face à ces revendications, la réaction du patronat a été différente selon les entreprises. Mais seulement quelques uns ont consenti à payer. Il y en a qui ont répondu de façon méprisante, qu'ils ne sont pas une « *œuvre de bienfaisance* ». D'autres ont proposé, en lieu et place des salaires, d'avancer des prêts, avec un remboursement étalé dans le temps. D'autres encore ont proposé de débloquer l'argent des congés.

Mais alors, lorsque les congés arriveront, avec quel moyen pourrons-nous vivre? Et ces prêts qu'on veut nous avancer, est-ce que c'est cadeau? Qui a aujourd'hui les moyens de se mettre à dos encore un prêt de plus, alors que nos salaires ne représentent déjà plus grand-chose pour faire face à la cherté croissante du coût de la vie? La plupart d'entre nous, sommes déjà submergés de dettes et par conséquent, dans l'incapacité de rembourser les créanciers.

De plus, les prêts qui seraient consentis ne concernent que les « *embauchés* ». Nos camarades « *journaliers* » sont totalement ignorés! Pourtant, parmi eux, il y a de nombreux anciens qui triment dans la zone, souvent dans la même entreprise, depuis une dizaine d'années quand ce n'est pas plus.

Eh bien oui! Les patrons, ces riches qui nous exploitent, ne sont ni des enfants de chœurs, ni des hommes de bienfaisance comme ils le disent eux-mêmes. Ce sont des exploitateurs! Des capitalistes! Seuls comptent pour eux les profits qu'ils amassent grâce à notre force de travail. Eh bien on peut dire que les intérêts du monde du travail sont à l'opposé de ceux de ces gens-là.

Face à cette situation catastrophique, certains parmi les travailleurs sont tentés d'espérer quelque chose venant du gouvernement. Ils seront vite déçus s'ils restent les bras croisés ! Nous n'avons rien obtenu de Gbagbo qui se disait "*socialiste*" et nous n'obtiendrons pas plus de Ouattara, cet homme qui a déjà montré dans le passé sa servilité envers les riches. D'ailleurs, si les rumeurs dans les journaux se confirment, Ouattara désignera Jean Louis Billon comme ministre de l'Industrie et du Commerce. Il fait partie d'une des familles les plus riches de ce pays et emploie plusieurs milliers de travailleurs. Lui-même étant, par-dessus, président de la Chambre du commerce et de l'industrie. Ce n'est donc tout de même pas un riche qui tire son argent en exploitant des pauvres, qui demandera à ses semblables de payer leur dû aux travailleurs ! A moins, bien sûr, que les travailleurs se fassent craindre par des coups de colère et par leur mobilisation. Aujourd'hui ce n'est pas encore le cas mais c'est à souhaiter. L'Etat s'est déjà engagé à payer les arriérés des salaires des fonctionnaires. Et ce qui a surtout motivé cet engagement, c'est la peur du coup de colère des salariés de l'Etat.

De plus, il n'y a pas que le salaire impayé qui pose problème. Que représente donc le revenu d'une famille ouvrière aujourd'hui ? Rien, au regard du coût de la vie ! On a envie de dire que l'esclave d'hier était peut-être mieux nourri et logé que l'ouvrier d'aujourd'hui ! Nous ne sommes pas des mendiants ! Nous sommes des travailleurs ! Sans nous, aucune richesse ne sortirait des usines ; aucun bâtiment ne pousserait du sol ; aucun bateau ne pourrait être chargé ou déchargé du port !

Camarade, ce n'est pas seulement un problème syndical ! C'est avant tout un problème politique ! On peut dire que Pdc, Fpi, Rdr, Pit, l'Udpci, et consorts, ne demandent rien d'autre qu'à servir les intérêts des riches ! Ce faisant, ils s'enrichissent eux-mêmes, en tout cas, ceux d'entre-eux qui parviennent à accéder aux caisses juteuses de l'Etat et contrôler l'argent du racket. C'est là le seul objet de leur rivalité pour le pouvoir. Si on les laissait faire, ils iraient jusqu'à transformer le pays en abattoir géant et entraîner les populations pauvres dans des massacres fratricides !

C'est pourquoi les travailleurs ont besoin d'une organisation politique pour défendre leurs intérêts vitaux, dès aujourd'hui. Cette organisation politique serait comme un drapeau et un fer de lance pour les luttes futures des travailleurs des villes et des campagnes. Seul un parti véritablement communiste et révolutionnaire pourrait aller jusqu'au bout de la lutte contre l'exploitation capitaliste car il ne sera retenu par aucun lien avec le système capitaliste

L E U R S O C I E T E

KOUMASSI : GARE A LA DESILLUSION !

L'investiture du nouveau président a suscité beaucoup d'enthousiasme dans le quartier populaire de Koumassi. Depuis plusieurs jours déjà, les tenues vestimentaires à l'effigie d'ADO et son épouse, parfois celle d'Henri Konan Bédié, se sont vendues comme des petits pains. Dans les rues régnait une animation comme lors des fêtes de fin d'année. A la différence que c'étaient seulement les sympathisants de Ouattara et ceux de Bédié qui faisaient la fête.

A tous les carrefours importants, étaient dressés des bâches de spectacle. Sur ces places, on tuait des poulets, des moutons et parfois même

des bœufs. Dans les foyers, ceux qui ont les moyens en ont fait autant. Jamais on n'a vu un tel engouement à une investiture de président. On a vu défiler plusieurs centaines de personnes entonnant des chansons à la gloire du nouveau président et insultant l'ancien. Par ailleurs, il faut noter que plusieurs convois de véhicules sont partis de ce quartier en direction de Yamoussokro, le lieu de l'investiture.

Parmi les gens qui ont fait la fête, nombreux sont ceux qui croient que Alassane Ouattara est la « *solution* » à leurs problèmes. Leur désillusion sera d'autant plus grande.

LES POPULATIONS DE CERTAINES ETHNIES SUBISSENT LES EXACTIONS DES FRCI

Depuis la chute de Laurent Gbagbo, ses partisans font l'objet de harcèlement par les forces pro-Ouattara baptisées Frci (Forces républicaines de Côte d'Ivoire). Dans certains quartiers d'Abidjan de même que dans les villages du département d'Alépé et d'Anyama, les exactions continuent.

Les habitants d'Ahoué, un village lagunaire de la sous-préfecture d'Anyama, sont quotidiennement menacés par les Frci sous prétexte de recherche d'armes cachées. Ils pillent les maisons des villageois. D'autres sont battus à sang. Il leur est reproché d'avoir soutenu Gbagbo. A N'zeugui village du département d'Alépé, proche d'Abidjan, les populations ont abandonné leur village pour se réfugier

en brousse et dans des campements. Depuis plus d'un mois, des éléments des Frci ont élu domicile dans ce village. Ils pillent des maisons, frappent et enlèvent des jeunes qui refusent de coopérer avec eux. Des ressortissants de ce village qui avaient fui Abidjan pendant les affrontements pour s'y réfugier ont dû abandonner leurs effets pour regagner Abidjan.

Dans le quartier de la Riviera, deux jeunes dont l'un Guéré et l'autre Yacouba (ethnies de l'ouest de la Côte d'Ivoire), suspectés d'avoir été des partisans actifs de Gbagbo, ont été arrêtés par des éléments des Frci. Après avoir été passé à tabac, l'un a été exécuté. L'autre a eu la vie sauve grâce à l'intervention des habitants du quartier.

L E U R S O C I E T E

A Yopougon, c'est la chasse à l'homme. Tout jeune appartement à un groupe ethnique lagunaire ou wê (ouest de la Côte d'Ivoire) fait l'objet de suspicion et est soumis à un interrogatoire. Les miliciens de Gbagbo qui ont déposés les armes à Yopougon, et à qui les autorités des Frci ont donné des cartes leur servant de laissez-passer, sont sujets à des tracasseries quand ils présentent leur papier. Dans le même quartier, des

portes sont marquées par la lettre "P" pour désigner les domiciles des partisans du président déchu. Autant dire que c'est mauvais signe pour son locataire !

Cette situation de chasse aux sorcières pourrit la vie des populations. Les nouvelles autorités ne font rien pour que ça change, à part faire des grands discours creux sur la « *réconciliation* ».

FRCI : FORCE DE RACKET !

Avec l'arrivée de Ouattara au pouvoir, le racket s'est amplifié. Les troupes de Soro, les Frci, rackettent les populations pauvres sur les routes et dans les quartiers. Cela se fait sous la menace des armes.

Voici le témoignage d'un chauffeur de wôrô wôrô à Abobo Derrière-rail : « *ils (Frci) font le barrage matin et soir. Quand ils nous arrêtent ils ne contrôlent pas de pièces mais demandent de l'argent ; souvent je donne 300 f ou 500f ; Ceux-là, si c'est pour venir faire comme les policiers de Gbagbo, nous on n'est pas d'accord !* ».

Un autre chauffeur de car de voyage Abidjan-Agboville est arrêté à un barrage. Son apprenti voulait aller présenter les papiers mais le chauffeur énervé lui dit : « *ce n'est pas la peine*

de montrer les pièces, donne leur 200 f, on va partir ! ». Ces Frci prennent aussi de l'argent avec les passagers.

Ils sont organisés en petites bandes éparpillées à travers la ville et contrôlent chacune une zone avec à la tête un chef. Ainsi chaque bande rackette de la façon la plus brutale les petits vendeurs et commerçants qui s'y trouvent.

Et le ministre de la Fonction publique ne trouve rien à proposer que « *d'instaurer une journée de lutte contre le racket* » !

Tant que ce sont les populations pauvres qui sont rackettées et rudoyées, cela ne gêne en rien les nouveaux dirigeants qui sont plutôt préoccupés par le partage des postes juteux.

EPIDEMIE DE BERIBERI A ABOBO : MALADIE DE LA PAUVRETE

Une épidémie de béribéri s'est déclarée dans la commune d'Abobo. C'est une maladie qui apparait dans les cas de malnutrition grave. On dénombre déjà 12 morts sur les 165

cas avérés officiellement. Au début, le ministre de la santé a parlé d'« *une maladie mystérieuse* ». Pour un médecin, cette réaction, si elle met à nu son incompetence, dénote

beaucoup plus de sa mauvaise foi.

Sinon, il est autrement difficile

L E U R S O C I E T E

de comprendre que le ministre et son cabinet soient incapables de diagnostiquer un bérubéri, et que pour cela, il ait fallu faire appel aux médecins "blancs" de "Médecins sans frontière".

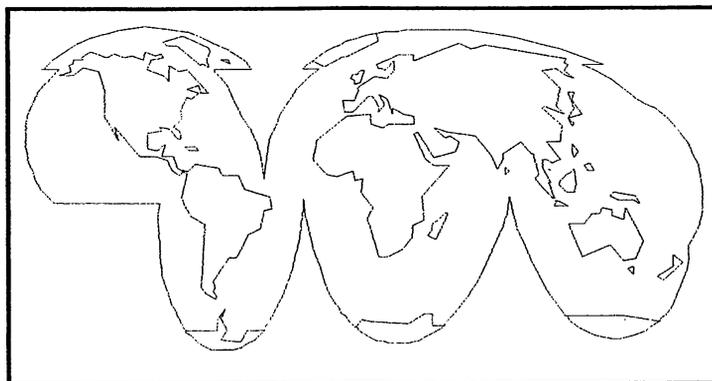
Le bérubéri est une maladie assez répandue parmi les prisonniers. Dès leur sortie de prison, avec la gale, c'est le mal qu'il faut toujours traiter. Elle est due à l'absence de la vitamine B1 dans l'alimentation et se manifeste par des renflements des membres et des paralysies. La mort du patient peut suivre si le mal n'est pas traité à temps. Alors quand monsieur le ministre, docteur de son Etat, parle de maladie mystérieuse, il se moque des gens !

Or, pendant la période allant de janvier à la mi-avril 2011, les populations d'Abobo ont subi de plein fouet la lutte pour le pouvoir que les

clans Ouattara et Gbagbo se sont livrés. La situation alimentaire des populations pauvres de cette commune, déjà mauvaise en temps normal, s'est dégradée encore plus durant cette période. Dans la plupart des familles, la règle était à un seul repas journalier. Avec la guerre, cette situation s'est aggravée.

Les conséquences de toutes ces privations et de toutes ces difficultés dans la vie quotidienne se font sentir, même si la situation s'est calmée. Les travailleurs et leurs familles sont gravement menacés par cette maladie. Même pour ceux qui ont la chance d'avoir un travail salarié, le revenu est largement en dessous de ce qu'il faudrait pour avoir une bonne santé. Pour que cela change, les travailleurs ne peuvent certainement pas compter sur ces gens qui gouvernent ce pays !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SITUATION A FILTISAC

Filtisac est une entreprise de fabrication d'emballage en jute et synthétique. Elle emploie 1500 ouvriers. Elle a été brusquement fermée pendant la crise. Aujourd'hui, les activités ont repris et un ouvrier raconte.

Le concours d'entrée à Filtisac

« Ce lundi 16 mai était la date fixée par les patrons pour la reprise. Nous sommes allés voir, même si nous savions d'avance que nous n'allions pas tous pouvoir travailler, on ne sait jamais ! Une fois devant l'entreprise, il y avait une liste de noms affichée au portail. Sur cette liste étaient inscrits les noms de ceux parmi les embauchés que les patrons ont choisi pour travailler. Cette liste m'a rappelé automatiquement les concours où on vient consulter la liste des admis. Dans notre cas, si ton nom n'y figure pas, ça veut dire que ton congé technique continue jusqu'à nouvel ordre, donc tu rentres à la maison et tu attends. Si ton nom y figure, alors tu fais parti des quelques « heureux élus » et tu es habilité à entrer à l'usine. Mais une fois dedans, tu as beau avoir la satisfaction d'être retenu pour travailler, tes problèmes ne sont pas résolus pour autant parce que les patrons n'ont rien donné à ceux qui ont été retenus. Dans le contexte actuel où tout le monde est à plat, comment se rendre au travail sans le sou ? Comment manger ? Et les loyers impayés, et la famille ? Comment on fait ? Ça, le patron n'en a pas parlé. Mais quand tu regardes derrière et que tu vois tous tes collègues qui t'envient et qui ne

rêvent que de prendre ta place, tu la boucles et puis tu te débrouilles pour venir au travail ».

Situation à l'intérieur

« Il y a eu effectivement reprise, mais autant dire qu'elle est vraiment très timide. Filtisac a fait l'objet de pillages. Les patrons nous disent qu'ils sont pour le moment à l'étape des constats et nous ont promis, à nous qui sommes encore dehors que la reprise ne sera totale que le 18 juin. Paroles de patron... Donc pour le moment nous sommes en repos forcé. Néanmoins, nous les journaliers, nous sommes d'autant plus dans l'incertitude que même des embauchés sont encore sur le carreau.

Les pillages ont touché la direction, l'infirmerie, la cantine, et une partie du Jute. La reprise a été effective dans la section Sisep (fabrication de casiers de boissons). Du côté du PP, bien que cette section n'ait pas été touchée par les pillages, le travail tourne au ralenti parce que dit-on tous les travailleurs ne sont pas présents. Mais nous, on prend cet argument avec des pincettes, parce qu'avec les patrons, on ne sait jamais. On aurait pu par exemple remplacer les absents, ne serait-ce qu'à titre provisoire par ceux dont le nom ne figure pas sur la liste ! Au Jute, les choses tourment vraiment au ralenti, néanmoins certaines équipes ont repris le travail notamment au marquage avec les stocks que nous avions fait avant la crise, quelques tisserands ont aussi travaillé. La filature aussi a travaillé mais c'est

vraiment léger, sur 44 machines,

seulement 8 ont fonctionné ».

8

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Le salaire de mars impayé

« Nous n'avons pas perçu notre salaire du mois de mars. La direction a tardé à nous payer et la crise est arrivée. Aujourd'hui, alors que nous sommes de retour, nous sommes

dans l'incertitude quant au paiement de ce salaire dont nous avons vraiment besoin. Mais pour l'instant, personne n'ose lever le petit doigt. Tout le monde attend certainement d'être à l'intérieur pour réclamer le dû ».

FILTISAC:

REPRISE TIMIDE, PLUSIEURS TRAVAILLEURS ENCORE SUR LE CARREAU

Malgré la reprise le 16 mai dernier, nombreux sont les ouvriers qui sont en chômage technique sous prétexte que l'entreprise a été pillée. Les travailleurs ont aujourd'hui le pressentiment que la direction veut profiter de cette situation pour réduire son personnel comme c'était prévu depuis longtemps.

Ceux qui ont repris le travail ont obtenu du patron le paiement de la somme de 30 000 pour leur permettre

de se rendre au travail. Mais les travailleurs n'ont pas perçu leurs salaires des mois de crise sauf les membres de la direction.

Pour la prochaine paie, les travailleurs ont proposé à la direction de la payer main à main parce que si la paye est virée en banques, celles-ci couperont d'un trait tous les prêts, ainsi la plupart des travailleurs se trouveront avec un bulletin de paie presque nul. La direction a répondu par un refus.

SOTACI :

LE SALAIRE D'AVRIL DOIT ETRE INTEGRALEMENT PAYE !

Sotaci est une entreprise située en Zone Industrielle de Yopougon. Elle possède deux unités de production séparées d'environ 2 km employant plusieurs centaines de travailleurs. L'une des unités fabrique des produits métalliques tels que du fer à béton, des machettes, des tôles, des brouettes, des pointes, etc. L'autre est une fonderie qui utilise la ferraille recyclée. L'entreprise a été fermée pendant le mois d'Avril à cause de la crise à Abidjan.

Nous sommes revenus au travail éprouvés financièrement. Cette guerre, nous ne l'avons ni souhaité, ni voulue. Une fois au travail, nous souhaitons que le mois d'Avril nous soit payé pour que nous soyons en mesure de faire face à nos problèmes que sont la famille, la nourriture, les loyers, le transport pour nous rendre au travail et les éventuelles factures qui ne vont pas tarder à venir. Mais les patrons ne l'entendaient pas de la même oreille.

Face à la grogne qui montait, les patrons, pour calmer la situation, plutôt que de payer le salaire, ont

préféré faire des prêts remboursables en plusieurs mensualités. A d'autres, ils ont payé une partie de leurs

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

congés. Mais le problème reste entier car un prêt ou le paiement à l'avance d'une partie des congés ne remplace pas un salaire. Cela ne fait que déplacer le problème.

Le fait est que les patrons ont de quoi nous payer, et nous, justement nous avons besoin de cette paye. A la fonction publique, l'Etat a payé aux

fonctionnaires, à juste raison, les deux mois d'arriérés de salaire. Il n'y a donc pas de raison qu'il n'en soit pas de même pour nous.

Plusieurs collègues aujourd'hui, sont pour réclamer ce salaire. Mais pour faire céder le patronat sur la question, il faudra l'union et la solidarité de tous.

ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : SITUATION SECURITAIRE PRECAIRE POUR LES TRAVAILLEURS

Le travail reprend progressivement à la Zone industrielle mais le problème de l'insécurité n'est toujours pas résolu. Malgré la fin officielle de la guerre et les beaux discours sur la paix et la réconciliation, il y règne une atmosphère de peur avec la présence d'hommes en armes à tous les coins de rue. Ceux-ci continuent de commettre des exactions, notamment à caractère ethnique.

Voici le témoignage d'un travailleur de la Zone :

« La semaine dernière, trois de nos collègues ont subi des brimades des éléments des Frci Le premier venait au travail lorsqu'il a été interpellé au carrefour Ivograin. Ils lui ont demandé de présenter sa pièce d'identité, ce qu'il a fait. Mais l'un des éléments des FRCI estimant qu'il a présenté sa pièce de loin a carrément tiré deux coups de feu entre ses jambes. Notre collègue est sain et sauf mais traumatisé par cette scène qu'il vient de vivre.

Le deuxième, toujours au même

endroit, a lui aussi été interpellé pour les mêmes raisons. Lorsqu'il a présenté sa pièce, l'élément en face de lui, la lui a arraché et l'a mise dans la bouche et l'a mâché. Ensuite il l'a accusé d'être un milicien et lui a écrasé l'orteil avec la crosse de son fusil.

Le troisième a présenté sa pièce. Il s'avère qu'il est Guéré (ethnie de l'ouest de la Côte d'Ivoire où il y a eu de nombreux massacres). L'élément des FRCI l'a automatiquement traité de milicien. Il lui a ordonné de se coucher et a même enlevé le cran de sécurité de son fusil malgré le fait que le travailleur lui a répété qu'il était travailleur depuis sept ans à la zone et qu'il n'avait rien à voir avec toute cette histoire. Un autre élément des FRCI est venu intervenir en sa faveur et c'est à ce dernier qu'il doit son salut.

Ces trois exemples ne sont pourtant pas des cas isolés. Il y a quelques jours, deux personnes ont été tuées non loin du marché de Micao, devant l'entreprise SIP. Nous étions assis à la maison et nous avons entendu deux coups de feu. Le matin, ce sont deux corps que nous avons

trouvé là bas.

Ces jours ci, dans le quartier, un 10
monsieur âgé a été violemment

tabassé. Il s'avère qu'il est lui aussi
Guéré et on accuse ses fils d'être des
miliciens. Les FRCI sont allés

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

le chercher à son travail. Ils l'ont
tabassé et l'ont trimballé jusque chez
lui pour fouiller. Ils n'ont rien trouvé.

Trois semaines avant, un
ouvrier de Ghandour accusé d'être
milicien a été tué. Sur indication, les
FRCI sont allés le chercher jusqu'à son
lieu de travail. Ses collègues sont
intervenues en sa faveur. Le patron

aurait proposé de l'argent aux gens du
FRCI mais ils n'ont rien voulu
entendre. Le cadavre de l'ouvrier a été
retrouvé près du lac.

Un jour de la même semaine, je
partais au travail lorsque je suis tombé
sur des éléments des FRCI qui étaient
en train de brûler des corps. C'était
horrible. »

ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : LE CALVAIRE DES TRAVAILLEURS DES ENTREPRISES PILLÉES

Pendant le mois d'avril où la
crise postélectorale a pris une tournure
un peu plus aigue, un certain nombre
d'entreprises de la zone industrielle de
Yopougon comme Pepsi, Coca-Cola,
Fima (Fabrication de Meubles et
Matelas), Nestlé, Sivop (cosmétique)
Sotaci (fer à béton) pour ne citer que
ceux-là, ont été pillées et souvent
vandalisées. Plus d'un mois après la
reprise, bon nombre des travailleurs de
ces entreprises sont toujours sans
travail. Ceux qui ont repris n'ont pas
l'argent pour se déplacer.

Voici le témoignage d'un
travailleur qui raconte leur calvaire.

« Pour beaucoup d'entre nous
qui habitons les zones de combat
comme Ndotré-PK18, Abobo-Avocatier
ou d'autres quartiers de Yopougon et
qui ont fui leur domicile ; à leur retour
ils ont trouvé les portes fracturées, tout
est pillé par les petits voleurs. Ils ont
tout perdu. Il y a des maisons où il ne
reste plus un simple tabouret pour
s'asseoir. Alors que dans notre fuite,
pour mettre la famille à l'abri dans des
villages qui sont parfois à des
centaines de km de la capitale, nous

avons saigné car combien était
exagéré le prix du transport qui est
passé du simple au triple ! Et pour
quitter la campagne pour la ville, nous
avons du nous endetter. Et voilà
qu'arrivés au travail, non seulement le
patron ne nous vient pas en aide
matériellement mais en plus certains
collègues doivent attendre. D'autres
sont même menacés de renvoi. Les
patrons profitent de la situation pour
prendre des mesures qu'ils ne
pouvaient en temps normal. Quant aux
journaliers, même permanents depuis
plusieurs années, ils sont purement
laissés.

Nous qui avons eu la chance
d'être repris, c'est tout un calvaire pour
venir au travail. Nous manquons de
tout et avec le refus du patron de nous
venir en aide, certains d'entre nous
sont contraints de squatter des
entrepôts vides à la zone pour y
dormir. Mais il y a un autre problème
majeur qui est comment se nourrir.
Avec la crise, toutes les dames qui
nous faisaient à manger et à crédit
pour payer à la fin du mois, ne sont
plus là. Donc sans argent nous

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SATOCI-CIREPCI : LA DIRECTION A FAIT DES CONCESSIONS, MAIS PAS SUFFISANTES.

La Cirepci est une branche de l'entreprise Satoci. Elle fabrique des biscuits, des pâtes alimentaires etc. Pendant la crise postélectorale, cette usine n'a connu qu'une dizaine de jours d'arrêt de travail. Nous avons repris le 26 d'avril. Malgré notre présence, en bravant tous les dangers, la direction n'a pas consenti à nous payer le mois d'avril au complet. Pire, elle nous a demandé de travailler les samedis et dimanches. Comme la situation économique est difficile, nous avons accepté de travailler les samedis mais pas le dimanche. Non satisfaite de ce sacrifice consenti par les travailleurs, la direction a voulu que nous revenions à l'ancien programme qui consiste à travailler en trois-quarts, une semaine le matin, une semaine l'après midi et une autre semaine la nuit. Il y a quelques mois nous avons

refusé de faire une semaine de nuit qui est très pénible. Ainsi le nouveau programme est : une semaine le matin et les deux autres sont partagés entre le matin et la nuit.

A l'annonce de cette nouvelle, les travailleurs ont grogné et très vite la direction a fait marche arrière. Elle dit qu'elle n'est pas responsable de ce changement de programme mais que ce sont les chefs d'équipes qui l'ont voulu, pour faciliter leurs tâches. Dans tous les cas, il a fallu que les ouvriers grognent pour que la direction retire ce programme de travail. Nous aurions pu profiter de cette ambiance pour lui porter nos revendications sur le salaire des journaliers qui a reculé de 2750 à 1800 F et surtout celui de l'embauche de nos collègues appelés « *les mensuels* » qui ont plus de 6 ans de présence dans la boîte.

DARLING : CALCUL INTERRESSE DU PATRON

Notre usine est spécialisée dans la fabrication des mèches à cheveux. Depuis l'année dernière, l'affaire prospère à tel point qu'une nouvelle unité a été créée, doublant ainsi notre effectif qui est passé de 400 à 800 personnes.

Nos collègues de la deuxième unité travaillaient les samedis et même souvent le dimanche. C'est dans cette nouvelle donne de production accélérée que la crise électorale éclata et nous imposa plus de deux mois de congé forcé. Dès notre retour, nous avons voulu rencontrer la direction comme le font nos collègues d'autres entreprises. Deux mois sans travail

cela équivaut à deux mois sans salaire. Pour pouvoir se déplacer et surtout trouver de quoi manger, il était impératif que le patron nous verse deux mois de salaire. On devrait le lui imposer. Mais nous avons voulu le rencontrer pour nous octroyer des prêts. Mais il a refusé. Et c'est à travers une tierce personne qu'il nous répond en ces termes : « *je ne suis pas une organisation caritative qui fait des cadeaux* ».

Pendant la crise, un certain nombre de collègues qui avaient fui les combats dans leur quartier se sont réfugiés quelques jours dans l'entrepôt de la seconde usine. Le patron leur a

apporté de l'aide en leur donnant à manger. Mais un exploiteur est un calculateur. Ce geste n'est pas fortuit.

Il ne l'a pas fait sans contrepartie. Il avait en échange un gardiennage assuré et gratuit !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

UNIWOOD A PAYE LE SALAIRE DU MOIS D'AVRIL : RIEN DE PLUS NORMAL

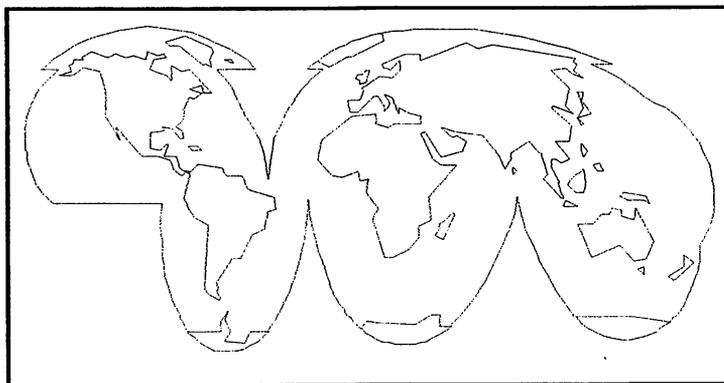
Uniwood est une scierie et une fabrique de meubles située dans la zone industrielle de Yopougon. Elle emploie entre 150 et 200 travailleurs, dont la moitié est constituée de journaliers.

Pendant tout le mois d'Avril, nous n'avions pas mis le pied à l'usine à cause des combats qui faisaient rage. C'est à ce moment-là que Yopougon a connu les bombardements et les incursions du « *commando invisible* » venu d'Abobo Ndotré, ce quartier qui touche presque la zone industrielle. Toute la direction a fui les combats. Mais nos collègues qui dormaient dans les quartiers qui

jouxtent la zone, ont pris le courage de se rendre à l'usine chaque jour pour éviter les pillages.

Dès la reprise du travail, notre délégué principal est allé voir la direction de l'Inspection de travail qui lui a délivré un papier selon lequel notre absence pendant le mois d'avril a été considéré comme un cas de force majeure. C'est, muni de ce papier que nos collègues délégués ont rencontré le directeur. Vu notre détermination et ce qui se murmurait par les travailleurs, le directeur a dit ceci : « *Même sans le papier de la Direction de travail j'allais vous payer le mois d'avril* » et, bla bla bla...

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation